



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**JANVIER 2018**

---

---

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

---

---

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE
-------------------------

<b><i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i></b>	<b>04</b>
Séance du vendredi 28 juillet 2017	05
Séance du mardi et mercredi 19 et 20 décembre 2017	17

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JANVIER – 2018

### ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

#### DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

##### SEANCE DU VENDREDI 28 JUILLET 2017

N° 17-290-1 – PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET MARTINIQUE TRANSPORT ET POUR LA RÉALISATION DES EXTENSIONS DU TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE (TCSP)

05

N° 17-532-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À «ACTION POUR L'INSERTION ET LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT - ATELIER CHANTIER D'INSERTION FERME SOLIDAIRE DE CARRÈRE- N° MDFSE: 201604179»

44

N° 17-533-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À «ASSOCIATION LASOTÉ -INITIATION AUX MÉTIERS DU MONDE RURAL SELON LA TRADITION "LASOTÉ » - N° MDFSE : 201701689»

47

##### SEANCE DU MARDI ET MERCREDI 19 ET 20 DÉCEMBRE 2017

N° 17-486-5 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE CASE-PILOTE

17

N° 17-486-14 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU MARIGOT

19

N° 17-486-28 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE SCHOELCHER

21

N° 17-486-29 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE TRINITÉ

23

N° 17-488-1 - PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PART DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR LES «TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR » (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION « AMÉNAGEMENT URBAIN VISANT À LA CRÉATION D'ESPACES DE STATIONNEMENT»

25

N° 17-490-1 - PORTANT RESILIATION DE LA CONVENTION DE BAIL A FERME DE MADAME ET ANNULATION DE TITRES DE RECETES

27

N° 17-523-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA« SARL BAGATELLE -PLANTATION DE VITROPLANTS 2015, RÉALISATION DE TRACES ET AMÉNAGEMENT DE STATIONS DE CONDITIONNEMENT - RMAR040116DA0970239 »

29

N° 17-525-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL DOMAINES THIEUBERT - RÉCOLTEUSE DE CANNES À SUCRE 2016 RMAR040116DA0970254»

32

N° 17-528-1 - PORTANT SÉLECTION DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL MENÉES PAR LES ACTEURS LOCAUX (DLAL) FSE DES COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION DE MARTINIQUE

35

N° 17-529-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AU «SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL RÉGIONAL MARTINIQUE- ATELIER CHANTIER D'INSERTION: ANIMATEURS ACTIVITÉS ÉQUESTRES- N° MDFSE : 201603938»

38

N° 17-530-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE EN COFINANCEMENT À LA «SOCIÉTÉ NOUVELLE BRASSERIE LORRAINE - COMPENSATION DES SURCOUTS DE FRET LIÉS À L'ULTRA PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2014/2015 - MQ0001305 »

41



# DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20170727-17-290-1-DE  
Date de télétransmission : 27/02/2018  
Date de réception préfecture : 27/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-290-1

#### PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET MARTINIQUE TRANSPORT ET POUR LA RÉALISATION DES EXTENSIONS DU TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE (TCSP)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la Constitution, notamment ses articles 34 et 73 troisième alinéa ;  
Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code des transports ;  
Vu le code de la voirie routière ;  
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;  
Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer, notamment son article 37 ;  
Vu la loi n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics ;  
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;  
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;  
Vu la loi n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, notamment l'article 28 ;  
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment son article 45 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération n°14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR : CTRR1501616X ;

Vu la délibération n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel de la République française le 13 mai 2016 sous la référence NOR : CTRR1611758X ;

Vu la délibération n°16-228-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632510X ;

Vu la délibération n°16-229-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant transferts de charges à MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632505X ;

Vu la délibération n°16-230-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant adaptation du versement transport en Martinique, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632506X ;

Vu les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller Exécutif en charge des infrastructures, des réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 21 juillet 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission transports le 24 juillet 2017 ;

Considérant que par délibération susvisée du Conseil régional de Martinique, du 18 décembre 2014 portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, a été créée une AOT Unique, sous la forme d'un établissement public dénommé MARTINIQUE TRANSPORT, compétente sur un périmètre unique des transports couvrant l'ensemble du territoire de la Martinique ;

Considérant que par délibération susvisée de l'Assemblée de Martinique, du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, a été précisé que MARTINIQUE TRANSPORT est un établissement public sui generis constitué entre la CTM, la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM), la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) et la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD Martinique);

Considérant que par délibération susvisée de l'Assemblée de Martinique, du 4 octobre 2016 portant transfert de charges à MARTINIQUE TRANSPORT a été décidé que le transfert effectif de la compétence transport des AOT existantes à MARTINIQUE TRANSPORT et le transfert des biens, personnes et contrats, s'opèreraient après établissement de procès-verbaux contradictoires entre MARTINIQUE TRANSPORT et chaque AOT existantes sur le territoire ;

Considérant que MARTINIQUE TRANSPORT est compétente en matière d'organisation, de développement, d'exploitation et de coordination des transports terrestres et maritimes dans le périmètre unique de transports ;

Considérant que MARTINIQUE TRANSPORT souhaite poursuivre le développement de l'offre de transport en commun avec notamment des sections en site propre vers :

- Trinité (Desmarinières) en passant par le Robert depuis le Pôle d'échange de Mahault
- Sainte-Luce en passant par Rivière-Salée depuis le pôle d'échange de Carrère
- Schoelcher depuis la gare des Almadies-Bo-Kanal à Fort de France ;

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique assume la compétence voirie sur la quasi-totalité des sections d'extensions envisagées et dispose à la fois de l'expertise et des moyens pour réaliser les extensions du TCSP ;

Considérant que la présente convention répond à un objectif d'efficacité des aménagements et une logique de rapidité de mise en oeuvre, la CTM s'avérant mieux à même d'exercer, à échéance très brève, les études et les travaux d'extension du TCSP ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est autorisée la création d'un groupement de commandes entre MARTINIQUE TRANSPORT, autorité organisatrice unique de transport et la Collectivité Territoriale de Martinique, pour la réalisation des extensions du Transport Collectif en Site Propre (TCSP).

**ARTICLE 2 :** Délégation de compétences est accordée au Groupement de commandes pour le périmètre d'intervention, objet de la convention constitutive conclue entre les parties.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer la convention de groupement de commandes avec MARTINIQUE TRANSPORT concernant la réalisation des extensions du TCSP ainsi que tous actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 13 voix contre, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



**ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-290-1**

**CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MARTINIQUE TRANSPORT  
ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR LA REALISATION DES  
EXTENSIONS DU TCSP**

Entre les soussignées:

**L'Autorité Organisatrice de Transport Unique de Martinique dénommée "MARTINIQUE TRANSPORT"**, représentée par son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, agissant en vertu de la délibération n° [●] du Conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT réuni en date du [●] 2017 ;

**D'une part,**

**Et :**

**La Collectivité Territoriale de Martinique dénommée "CTM"**, représentée par son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, agissant en vertu de la délibération n° 17-290-1 de l'Assemblée de Martinique lors de sa séance des 27 et 28 juillet 2017

**D'autre part,**

Ci-après dénommées individuellement une "**Partie**" ou conjointement les "**Parties**".

**VU** la Constitution, notamment ses articles 34 et 73 troisième alinéa ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code des transports ;

**Vu** le code de la voirie ;

**VU** la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011, relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique,

**VU** la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer, notamment son article 37 ;

**VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics, notamment l'article 28,

**VU** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,

**VU** la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment son article 45 ;

**VU** la délibération n°14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR : CTRR1501616X ;

**VU** la délibération n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel de la République française le 13 mai 2016 sous la référence NOR : CTRR1611758X ;

**VU** la délibération n°16-228-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632510X ;

**VU** la délibération n°16-229-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant transferts de charges à MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632505X ;

**VU** la délibération n°16-230-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant adaptation du versement transport en Martinique, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632506X ;

**VU** les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT ;

**VU** la décision de MARTINIQUE TRANSPORT autorisant la constitution d'un groupement de commande pour la réalisation des extensions du TCSP,

**Vu** la délibération n°17-290-1 de l'Assemblée de Martinique autorisant la Constitution d'un groupement de commande entre la CTM et MARTINIQUE TRANSPORT pour la réalisation des extensions du TCSP,

**CONSIDERANT:**

- Que par délibération susvisée du Conseil régional de Martinique, du 18 décembre 2014 portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, a été créée une AOT Unique, sous la forme d'un établissement public dénommé MARTINIQUE TRANSPORT, compétente sur un périmètre unique des transports couvrant l'ensemble du territoire de la Martinique ;
- Que par délibération susvisée de l'Assemblée de Martinique, du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, a été précisé que MARTINIQUE TRANSPORT est un établissement public *sui generis* constitué entre la CTM, la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM), la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) et la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD Martinique) ;
- Que par délibération susvisée de l'Assemblée de Martinique, du 4 octobre 2016 portant transfert de charges à MARTINIQUE TRANSPORT a été décidé que le transfert effectif de la compétence transport des AOT existantes à MARTINIQUE TRANSPORT et le transfert des biens, personnes et contrats, s'opèreraient après établissement de procès-verbaux contradictoires entre MARTINIQUE TRANSPORT et chaque AOT existantes sur le territoire ;
- Que MARTINIQUE TRANSPORT est compétente en matière d'organisation, de développement, d'exploitation et de coordination des transports terrestres et maritimes dans le périmètre unique de transports ;
- 
- Que MARTINIQUE TRANSPORT souhaite poursuivre le développement de l'offre de transport en commun avec notamment des sections en site propre vers :
  - o Trinité (Desmarinières) en passant par le Robert depuis le Pôle d'échange de Mahault
  - o Sainte-Luce en passant par Rivière-Salée depuis le pôle d'échange de Carrère
  - o Schoelcher depuis la gare des Almadies-Bo-Kanal à Fort de France ;
- Que la Collectivité de Martinique assume la compétence voirie sur la quasi-totalité des sections d'extensions envisagées et dispose à la fois de l'expertise et des moyens pour réaliser les extensions du TCSP ;
- Que la présente convention répond à un objectif d'efficacité des aménagements et une logique de rapidité de mise en œuvre, la CTM s'avérant mieux à même d'exercer, à échéance très brève, les études et les travaux d'extension du TCSP.

**CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1<sup>er</sup>: OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention organise la création d'un groupement de commandes entre MARTINIQUE TRANSPORT et la CTM.

Ce groupement a pour objet de mutualiser la passation et l'exécution des procédures de marchés publics et accords-cadres de ses membres, concernant les études et les travaux des extensions du TCSP de MARTINIQUE vers:

- Trinité (Desmarinières) en passant par le Robert depuis le Pôle d'échange de Mahault
- Sainte-Luce en passant par Rivière-Salée depuis le pôle d'échange de Carrère.
- Schoelcher depuis la gare des Almadies-Bo-Kanal à Fort de France.

Cette convention est organisée conformément aux dispositions du paragraphe II de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics, de l'article L 1414-3 du CGCT, et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Conformément à ces dispositions et aux termes de la présente Convention, MARTINIQUE TRANSPORT confie à la CTM, qui l'accepte, l'exécution de toutes les missions suivantes :

- Préparer, lancer, attribuer, signer et gérer les contrats d'études ;
- Réaliser les études d'extension du TCSP ;
- Préparer, lancer, attribuer, signer et gérer les contrats de travaux;
- Réaliser les travaux ;
- Réceptionner les travaux et ceci jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement.

La CTM assurera une concertation permanente avec MARTINIQUE TRANSPORT et la communication générale autour de l'opération avec l'obligation d'associer et de mentionner MARTINIQUE TRANSPORT.

### **Article 2 : MEMBRES DU GROUPEMENT**

Le groupement de commandes est constitué par MARTINIQUE TRANSPORT, autorité organisatrice unique des transports, et la Collectivité Territoriale de Martinique, dénommés « les membres » du groupement de commandes,

#### **• Obligations des membres du groupement**

Chaque membre du groupement s'engage à :

- communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- assurer le paiement des prestations correspondantes selon les dispositions prévues par l'article 10.
- respecter le choix du (des) titulaires(s) du (des) marché(s) retenu(s) à l'issue de la procédure de mise en concurrence.
- Collaborer avec le titulaire pour la bonne exécution du marché dont la charge revient au coordonnateur en vertu de l'article 3 ci-avant.

Le coordonnateur assure la bonne exécution du marché portant sur l'intégralité de leurs besoins dans le domaine.



### **Article 3 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Le Coordonnateur du Groupement de commande désigné par les parties à la convention est la CTM.

La collectivité Territoriale de Martinique est chargée des missions prévues à l'article 4 de la présente convention.

### **Article 4 : MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Outre les missions prévues à l'article 1, le Coordonnateur s'engage à accomplir notamment les missions suivantes, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics, l'article L 1414-3 du CGCT, et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Définition des besoins, avec le concours de Martinique Transport,
- Recensement des besoins, avec le concours Martinique Transport,
- Choix de la procédure,
- Rédaction des cahiers des charges et constitution des dossiers de consultation,
- Rédaction et envoi des avis d'appel public à la concurrence,
- Mise à disposition gratuite du dossier de consultation des entreprises (DCE) au sein des services du coordonnateur, et téléchargement gratuit possible, du DCE sur le site internet de la plateforme dématérialisée de la CTM
- Centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses,
- Réception des candidatures et des offres,
- Analyse des candidatures et demandes des compléments éventuels,
- Analyse des offres et négociations,
- Convocation et réunion de la CAO (le cas échéant) et rédaction des procès-verbaux ;
- Présentation du dossier d'analyse en CAO,
- Information des candidats du résultat de la mise en concurrence (candidature et offre),
- Rédaction et envoi de l'avis d'intention de conclure, le cas échéant,
- Constitution des dossiers de marchés et ou accords/cadres (mise au point)
- Signatures des marchés et accords-cadres,
- Notification, après transmission s'il y a lieu au contrôle de légalité avec le rapport de présentation signé par le président de la CTM,
- Rédaction et publication de l'avis d'attribution
- Tous les actes liés à l'exécution du ou des marchés (reconduction, avenant, prolongation de délai...),
- Assistance en cas de litige avec le titulaire.

Il informera et consultera MARTINIQUE TRANSPORT sur sa démarche et son évolution.

Il fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir de son activité.

Il est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de l'exécution de ses missions. Il pourra dans le cadre de l'opération objet de la présente convention, agir en justice pour le compte des parties jusqu'au terme de la convention.

La CAO est compétente pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens, conformément à l'article L 1414-2 du CGCT.

La CAO du coordonnateur procédera au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base du rapport produit à cet effet.



#### **Article 5 : PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

Le coordonnateur réalisera les procédures, conformément aux dispositions du droit de la commande publique.

- *Pour les procédures formalisées*

La Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur est désignée comme commission d'appel d'offres du groupement de commande.

La présidence de la CAO est assurée par le représentant du coordonnateur.

- *S'agissant des procédures non formalisées*

Le Représentant de l'Acheteur Public (RAP) de la CTM est compétent en matière de procédure non formalisée.

#### **Article 6 : COMITE DE COORDINATION ET DE SUIVI**

Le comité de coordination et de suivi est composé de représentants de chaque membre du groupement.

Le comité se réunit sur demande des membres du groupement.

Le coordonnateur organise et dirige les séances.

Le comité de coordination et de suivi a pour mission de permettre aux membres du groupement de suivre l'évolution de l'opération.

#### **Article 7: ENTREE EN VIGUEUR ET PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La présente Convention entre en vigueur et prend effet dès sa signature par les deux parties.

#### **Article 8: DUREE DE LA CONVENTION**

La présente Convention est conclue pour la durée de réalisation des missions décrites à l'article 1 ci-dessus, et pour chaque extension du TCSP indiquée au dit article.

#### **Article 9 : INDEMNITE DU COORDONNATEUR**

La CTM, en sa qualité de coordonnateur, exerce les missions décrites à l'article 1 à titre gratuit.

Les fonctions de coordonnateur du groupement sont exclusives de toute rémunération. Ce dernier supporte, par ailleurs, les frais afférents au fonctionnement du groupement.

#### **Article 10 : MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DES MARCHES**

Les modalités financières d'exécution des marchés consistent en l'engagement financier des prestations (émission de bons de commandes, avances etc...) et le règlement des factures.

Le coordonnateur est chargé de l'exécution financière des prestations réalisées pour le compte de Martinique Transport.

Le titulaire du marché adressera à la CTM les factures en contrepartie des prestations qu'il aura réalisées au titre dudit marché.

La CTM pourra, obtenir tout financement auquel les projets concernés sont éligibles.

#### **Article 11 : RESPONSABILITE DE LA CTM**

La CTM est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention.

A cet effet, elle produira un décompte des sommes dues, ainsi que la copie de la facture du titulaire correspondante.

Elle fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir de son activité.

Elle est seule responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de l'exécution de ses missions. Elle pourra dans le cadre de l'opération objet de la présente convention, agir en justice pour le compte des parties jusqu'au terme de la convention.

#### **Article 12 : OBLIGATIONS DE MARTINIQUE TRANSPORT**

Martinique Transport s'engage à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de ses besoins en vue de la passation des marchés publics ou accords-cadres,
- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti,
- Participer si besoin, en collaboration avec le coordonnateur, à la définition des prescriptions administratives et techniques (élaboration du CCAP, CCTP, règlement de consultation),
- Respecter les clauses du contrat signé par le coordonnateur,

Informar le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés et/ou accords-cadres.

#### **Article 13 : PROPRIETE DES OUVRAGES REALISES PAR LE GROUPEMENT**

Les membres du groupement conviennent que les ouvrages réalisés par la CTM pour le compte du groupement sont propriété de la CTM. Les ouvrages nécessaires à MARTINIQUE TRANSPORT pour l'exercice de ses missions lui seront mis à disposition à compter de leur réception.

Une convention particulière entre les membres du groupement fixera les conditions de cette mise à disposition des ouvrages.

#### **ARTICLE 14 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention constitutive ne pourra pas être modifiée sans l'accord exprès des parties.

Toute modification ainsi convenue sera formalisée par un avenant rédigé par le coordonnateur et préalablement approuvé par l'ensemble des membres du groupement selon les règles qui leur sont propres.

#### **ARTICLE 15 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas d'inexécution des obligations mises à la charge des parties par les présentes, la partie la plus diligente pourra après mise en demeure restée sans réponse, pendant un délai de deux (2) mois, résilier la présente convention.

Les dommages et intérêts qui en découleront seront fixés dans la mise en demeure.

#### **ARTICLE 16 : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Toute nouvelle adhésion au groupement de commande devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, suite aux délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres.

Toutefois, elle ne devra pas avoir pour conséquence de remettre en cause le schéma juridique initialement retenu.

Cet avenant réalisera les ajustements rédactionnels nécessaires pour mettre en conformité la présente convention, avec les statuts du nouveau membre.

Toute nouvelle adhésion ne pourra produire d'effet qu'à l'égard des consultations postérieures à cette adhésion.

#### **ARTICLE 17 : RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au coordonnateur.

Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés et accords-cadres conclus. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement s'effectuera par voie d'avenant.

En cas de retrait d'un membre du groupement, le coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres. Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

#### **ARTICLE 18: SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR**

En cas de sortie du coordonnateur du groupement, ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

Cette convention sera approuvée par délibération ou décisions concordantes des instances délibérantes ou, décisionnelles de l'ensemble des membres restant du groupement.

**ARTICLE 19 : CAPACITE A AGIR**

Le coordonnateur gèrera le contentieux lié à la procédure de passation des marchés et accords – cadres pour le compte de Martinique Transport.

Il agira en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux.

Dans ce cas, un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

**ARTICLE 20 : CONTENTIEUX**

Les parties s'engagent à privilégier le règlement amiable des différends susceptibles de les opposer.

En cas de litige persistant, toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal administratif de Fort-de-France.

Fait en trois exemplaires

A Fort-de-France, le ...

**Martinique Transport**

Le Président du Conseil d'Administration

**La Collectivité Territoriale de Martinique**

Le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-486-5-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-486-5

#### PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE CASE-PILOTE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une subvention d'un montant de trois cent quatre vingt douze mille quatre cent quatre vingt neuf euros et vingt trois centimes (392 489,23 €), répartie comme suit, est accordée à la Commune de Case-Pilote au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de restauration de l'habitation l'enclos phase 3 (mise hors d'eau) : 41 858,33 €,
- Travaux de sécurisation des écoles : 176 104,00 €,
- Travaux de dragage de la rivière-Case-Pilote : 71 525,00 €,
- Travaux de réfection et de sécurisation des voies de la place du bourg : 25 969,00 €,
- Travaux de clôture d'un terrain communal : 11 296,00 €,
- Étude pour la construction d'un ouvrage hydraulique au quartier Moulin à eau : 10 645,00 €,
- Étude pour l'installation de deux pontons flottants : 11 634,00 €,
- Étude de sécurisation des falaises de Petit Fourneau : 23 688,00 €,
- Étude pour la protection du bâtiment de Vétiver : 19 769,90 €.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention sera imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-486-14-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-486-14

#### PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU MARIGOT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une subvention d'un montant de soixante neuf mille quatre cent quatre vingt neuf euros et sept centimes (69 489,07 €) est accordée à la commune du Marigot au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les travaux d'aménagement du local annexe au terrain de football de Papin.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention sera imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-486-28-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-486-28

#### PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE SCHOELCHER

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;



Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une subvention d'un montant de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre-vingt dix- sept euros et six centimes (499 097,06 €), répartie comme suit, est accordée à la commune de Schoelcher au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Acquisition parcelle H 693 de 300 m<sup>2</sup> (Héritiers Artigny Jude) : 20 580,00 €,
- Étude : Mission de conseil et de suivi classement « station Tourisme » : 35 000,00 €,
- Travaux réaménagement voie d'accès au Lot. Fonds Rousseau (Voie Hurault de Manoncourt) : 234 500,00 €,
- Travaux de signalétique et de cheminement piétonnier : 42 000,00 €,
- Travaux de rénovation de la maison de quartier de Terreville : 22 400,00 €,
- Travaux d'étanchéité sur les bâtiments publics : 144 617,06 €.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-486-29-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-486 -29

#### PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE TRINITÉ

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une subvention d'un montant de quatre cent cinquante mille neuf cent quatre-vingt-deux euros et soixante-quatorze centimes (450 982,74 €), répartie comme suit, est accordée à la commune de Trinité au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de rénovation du poste de police : 52 000,00 €,
- Travaux de reconstruction du poste de surveillance de baignade de Cosmy : 87 990,00 €,
- Travaux de mise en sécurité et de conformité de la toiture du palais des sports : 45 033,00 €,
- Travaux relatifs à la construction de l'école de Transit en éléments modulaires dans le cadre du plan séisme Antilles : 265 959,74 €.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-488-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-488-1

#### PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PART DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR LES « TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR » (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION « AMÉNAGEMENT URBAIN VISANT À LA CRÉATION D'ESPACES DE STATIONNEMENT »

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 13-1561-27 du 23 juillet 2013 portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'aide du Conseil Régional aux communes (ACRC programme 2012) ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 14-1788-10 du 27 novembre 2014 portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'aide du Conseil Régional aux communes (ACRC programme 2012) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 15 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est décidée la réaffectation de la somme de quarante huit mille quatre cent soixante et onze euros soixante-quinze centimes (48 471,75 €), représentant 24,37 % de la subvention cumulée de 198 836,00 € attribuée à la Ville de Saint-Pierre par les délibérations n°13-1561-27 du 23 juillet 2013 et 14-1788-10 du 27 novembre 2014, au titre de l'ex ACRC 2012-2013 pour l'opération « travaux de réfection de la toiture du stade Gabriel Suvélor ».

**ARTICLE 2 :** La subvention réaffectée à l'article 1, soit 48 471,75 €, est allouée à la Ville de Saint-Pierre pour l'opération «aménagement urbain visant à la création d'espaces de stationnement ».

**ARTICLE 3 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-490-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-490-1

#### PORTANT RESILIATION DE LA CONVENTION DE BAIL A FERME DE MADAME ET ANNULATION DE TITRES DE RECETTES

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 15 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

#### ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

**ARTICLE 1 :** Est approuvée la résiliation de la convention de bail à ferme contracté avec Madame \_\_\_\_\_, locataire d'une portion de la banque de terre de la Collectivité Territoriale de Martinique cadastrée L-239, d'une contenance de sept hectares quatre-vingt quatre ares trente centiares (7 ha 84 a 30 ca) située sur le territoire communal du Gros-Morne, au lieu-dit « La Source ».

**ARTICLE 2 :** Est approuvée l'annulation des titres de recette suivants :

- Titre n°523 pour un montant de 1390 € au titre de 2017,
- Titre n°2452 dont le montant restant dû est de 790 € au titre de 2016.


**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-523-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-523-1

#### **PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL BAGATELLE – PLANTATION DE VITROPLANTS 2015, RÉALISATION DE TRACES ET AMÉNAGEMENT DE STATIONS DE CONDITIONNEMENT - RMAR040116DA0970239 »**

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

#### **L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014 - 2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiements (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande de la « SARL BAGATELLE » enregistrée le 3 juin 2016 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 14 novembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission développement agricole , agro-transformation et élevage le 15 décembre 2017 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide FEADER en cofinancement d'un montant de cent quatre mille deux cent quinze euros quarante six centimes (104 215,46 €), soit 57,26 % du coût total éligible de l'opération de 182 012,85 €, est attribuée à la «SARL BAGATELLE - Plantation de vitroplants 2015, réalisation de traces et aménagement de stations de conditionnement RMAR040116DA0970239».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de 18 390,97 € est attribuée à la «SARL BAGATELLE - Plantation de vitroplants 2015, réalisation de traces et aménagement de stations de conditionnement RMAR040116DA0970239 ».

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5** : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-525-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-525-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L' «EARL DOMAINES THIEUBERT - RÉCOLTEUSE DE CANNES À SUCRE 2016 - RMAR040116DA0970254»

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER FSE, FEAMP et FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiements (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande de l'EARL THIEUBERT enregistrée le 24 juin 2016 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 14 novembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 15 décembre 2017 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide FEADER d'un montant de deux cent quarante mille dix euros quatre-vingt centimes (240 010,80€), soit 56,52 % du coût total éligible de l'opération de 424 610,00€, est attribuée à l'«EARL DOMAINES THIEUBERT – Récolteuse de cannes à sucre 2016 - RMAR040116DA0970254».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5** : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-528-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-528-1

#### PORTANT SÉLECTION DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL MENÉES PAR LES ACTEURS LOCAUX (DLAL) FSE DES COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général;

Vu le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application ;

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;  
Vu la décision de la Commission européenne du 19 décembre 2013 n°C(2013) 9527 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics ;  
Vu la décision de la Commission européenne du 17 décembre 2014 n°C(2014) 10127 portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé «Programme Opérationnel FSE Martinique Etat 2014-2020» en vue d'un soutien du Fonds social européen au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Martinique en France ;  
Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;  
Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;  
Vu l'arrêté du 8 janvier 2014 relatif à l'expérimentation de l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à la collectivité territoriale de Guyane, la collectivité territoriale de Martinique et à leurs établissements publics administratifs ;  
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, tel que modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par commission insertion, économie sociale et solidaire le 14 décembre 2017 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Les stratégies de développement local mentionnées ci-dessous, menées par les acteurs locaux FSE des communautés d'agglomération de Martinique sont sélectionnées :

- la CACEM : "Sport, santé et culture sources de mieux vivre, d'inclusion, de solidarités territoriales et vecteurs d'emplois",
- la CAESM : "InnovE3S : Projet stratégique et opérationnel pour un écosystème ESS et innovation sociale, en faveur de l'inclusion des populations sur l'Espace Sud",
- CAP Nord Martinique : "Stratégie de Développement Local des Acteurs Locaux 2018-2023 de CAP Nord Martinique".



**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-529-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-529-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AU « SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL RÉGIONAL MARTINIQUE – ATELIER CHANTIER D'INSERTION : ANIMATEURS ACTIVITÉS ÉQUESTRES – N° MDFSE : 201603938 »

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;  
Vu la demande du Syndicat Mixte Parc Naturel Régional Martinique le 10 novembre 2016 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 14 novembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par commission insertion, économie sociale et solidaire le 14 décembre 2017 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FSE/CTM d'un montant de trois cent deux mille neuf cent trente-huit euros et quatre-vingt-onze centimes (302 938,91 €), soit 41,79% de l'assiette éligible de 724 947,68 €, est attribuée au « SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL REGIONAL MARTINIQUE - Animateurs activités équestres – n° MDFSE : 201603938 ».

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** L'aide correspondante est organisée et imputée selon les modalités suivantes :

Pour la part FSE, s'élevant à trois cent deux mille neuf cent trente-huit euros et quatre-vingt-onze centimes (302 938,91 €), soit 41,79% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100 % en crédit de paiement 2018.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6** : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-530-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-530-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE EN COFINANCEMENT À LA « SOCIÉTÉ NOUVELLE BRASSERIE LORRAINE- COMPENSATION DES SURCOUTS DE FRET LIÉS À L'ULTRA PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2014/2015 – MQ0001305 »

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la commission européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SA.39297 (2014/X) Mesures de soutien au transport (Compensation des surcoûts de transport et Aide au transport des déchets dangereux) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la décision du Comité de Programmation et de Suivi du 29 février 2016 ;  
Vu la demande de la Société Nouvelle Brasserie Lorraine enregistrée le 10 mai 2016 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 14 novembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique complémentaire en cofinancement d'un montant de vingt-neuf mille soixante-douze euros et quarante-trois centimes (29 072,43 €) est attribuée à la « SOCIÉTÉ NOUVELLE BRASSERIE LORRAINE – Compensation des surcoûts de fret liés à l'ultra périphérie pour la période 2014 et 2015 – MQ0001305 », portant la participation totale du FEDER à trois cent quarante-neuf mille vingt-cinq euros onze centimes (349 025,11 €).

Le coût total éligible de l'opération se monte à huit cent soixante-douze mille cinq cent soixante deux euros soixante-dix-sept centimes (872 562,77 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** L'aide correspondante est organisée et imputée selon les modalités suivantes :

- Pour la part totale FEDER s'élevant à trois cent quarante-neuf mille vingt-cinq euros et onze centimes (349 025,11 €), soit 40% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9305 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 75% en crédit de paiement de 2017,
- 25% en crédit de paiement de 2018.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6** : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-532-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-532-1

#### **PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À «ACTION POUR L'INSERTION ET LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT – ATELIER CHANTIER D'INSERTION FERME SOLIDAIRE DE CARRÈRE– N° MDFSE : 201604179»**

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

#### **L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application ;

Vu l'approbation du PO FSE par la commission européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;  
Vu la demande d'ACTIVE enregistrée le 08 novembre 2016 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 14 novembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 14 décembre 2017 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FSE/CTM d'un montant de deux cent trente cinq mille trente-sept euros et six centimes (235 037,06 €), soit 30,18 % de l'assiette éligible de 778 666,44 €, est attribuée à « Action pour l'Insertion et la Valorisation de l'Environnement (ACTIVE) – Atelier Chantier d'Insertion Ferme Solidaire de Carrère – n° MDFSE : 201604179 ».

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** L'aide correspondante est organisée et imputée selon les modalités suivantes :

- Pour la part FSE, s'élevant à cent cinquante cinq mille trente sept euros et six centimes (155 037,06 €), soit 19,91 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,
- Pour la part territoriale, s'élevant à quatre-vingt mille euros (80 000,00 €) pour l'année 2017, soit 10,27 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100 % en crédit de paiement 2018.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20171219-17-533-1-DE  
Date de télétransmission : 19/02/2018  
Date de réception préfecture : 19/02/2018

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°17-533-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À « ASSOCIATION LASOTÉ – INITIATION AUX MÉTIERS DU MONDE RURAL SELON LA TRADITION "LASOTÉ » - N° MDFSE : 201701689»

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FSE par la commission européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;  
Vu la demande de l'association LASOTÈ enregistrée le 29 juillet 2017 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 28 novembre 2017 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 11 décembre 2017 ;  
Vu l'avis émis par commission insertion, économie sociale et solidaire le 14 décembre 2017 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FSE/CTM d'un montant de quatre cent quatre vingt-un mille soixante-quinze euros trente-huit centimes (481 075,38 €), soit 30,37 % de l'assiette éligible de 1 584 172,02 €, est attribuée à l'« Association LASOTÈ – Initiation aux métiers du monde rural selon la tradition "LASOTÈ" - n° MDFSE : 201701689 ».

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** L'aide correspondante est organisée et imputée selon les modalités suivantes :

- Pour la part FSE, s'élevant à trois cent quarante et un mille soixante-quinze euros et trente-huit centimes (341 075,38 €), soit 21,53 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,
- Pour la part territoriale, s'élevant à cent quarante mille euros (140 000 €), soit 8,84 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100 % en crédit de paiement 2018.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6** : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

